



VOLER SANS SE FAIRE VOLER

Le blogue d'Ariane Krol sur [www.cyberpresse.ca/edite](http://www.cyberpresse.ca/edite)

FORUM

## Enfin, des élections



ALAIN DUBUC

adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Après la rencontre brève et infructueuse entre le premier ministre Stephen Harper et le chef de l'opposition Stéphane Dion, le déclenchement d'une campagne électorale est quasi inévitable. Enfin! Car ces élections sont souhaitables et nécessaires.

### Tout est donc en place pour un véritable débat électoral légitime et fructueux.

Pas pour les raisons qu'a officiellement invoquées le premier ministre. Le Parlement canadien n'est pas dysfonctionnel, même si on peut déplorer l'immobilisme et l'esprit partisan de cette noble institution. Pas non plus pour les vraies raisons qui le poussent à déclencher les élections plus vite que prévu, le fait que ses chances de victoire semblent meilleures.

Non. Il y a une raison plus fondamentale: les deux principaux partis, ceux qui peuvent former le gouvernement ou devenir l'opposition officielle, n'ont pas de mandat. Stephen Harper n'en a plus et Stéphane Dion n'en a pas encore.

Les conservateurs de Stephen Harper ont pris le pouvoir, il y a un peu plus de deux ans et demi, en sachant qu'ils ne pourraient pas former un gouvernement majoritaire et que, s'ils l'emportaient, leur règne risquait d'être de courte durée. Ils ont donc conçu un programme en conséquence, une courte liste de cinq promesses simples qui frapperaient l'imagination en campagne et qui pourraient rapidement être mises en œuvre, pour illustrer dans l'action leur aptitude à gouverner.

Ce programme a été largement réalisé. La TPS a été réduite de deux points de pourcentage, les parents de jeunes enfants reçoivent leurs chèques mensuels, la lutte contre le crime ne relâche pas. Tant et si bien que ce gouvernement tourne en rond et n'a plus de projet articulé, ni de mandat pour s'attaquer à de nouveaux enjeux.

C'est le cas de l'économie, où les conservateurs, apôtres du laisser-faire, n'avaient pas vraiment de programme, sinon les baisses de taxes. Les Canadiens voudront savoir si ce minimalisme convient à un pays qui a un pied dans la récession. Dans d'autres cas, l'action du gouvernement Harper ne ressemble plus au programme conservateur. C'est le cas de l'environnement où, sans enthousiasme, les conservateurs ont dû corriger et recorriger le tir.

Quant aux libéraux, Stéphane Dion a été choisi, dans des circonstances étranges, par des délégués libéraux. Mais il ne s'est jamais présenté à l'électorat en tant que chef de son parti. Il arrive un moment où un chef, censé incarner le renouveau, doit soumettre ses idées à la population et solliciter un mandat. Par exemple, son plan vert n'a de sens que s'il est mis en œuvre et, pour cela, il faut des élections.

Le Canada est confronté à des enjeux réels, la situation économique, les défis environnementaux, et sans doute l'État des finances publiques. Nous avons deux grands partis qui proposent des approches différentes, dont les idéologies se démarquent clairement. Tout est donc en place pour un véritable débat électoral légitime et fructueux.

M. Dion a bien sûr raison de dire qu'en voulant déclencher des élections, M. Harper trahit l'esprit de sa propre loi qui introduisait le concept d'élections à dates fixes. Cette loi conservatrice visait justement, au nom de la transparence, à mettre fin aux calculs partisans qui président au choix du moment des élections. Cela nous apprend que les conservateurs n'ont pas révolutionné l'éthique politique.

Mais cet angle d'attaque ne mènera pas M. Dion bien loin. Parce qu'il met en relief sa réticence de plus en plus suspecte à aller en campagne. Et parce qu'il illustre son impuissance devant un premier ministre qui a réussi à prendre le contrôle du calendrier électoral.

On voit bien que M. Dion aurait aimé remettre ce rendez-vous à plus tard. Il y a à cela des raisons tactiques de *timing*: une victoire démocrate aux États-Unis pourrait aider les libéraux, tout comme une détérioration de la situation économique.

Mais le mal est plus profond. Le sondage CROP-*La Presse* de la semaine dernière montrait, qu'au Québec, les libéraux sont bons troisièmes, avec 20% des intentions de vote, pas plus qu'il y a deux ans. Un sondage pan-canadien publié hier dans le *Globe and Mail* montrait que les conservateurs dépassent maintenant solidement les libéraux, 37% contre 29%, et qu'ils ne sont pas loin d'un gouvernement majoritaire.

Cela nous rappelle que M. Dion n'a toujours pas été capable de donner au Parti libéral le souffle dont il avait besoin. Mais est-ce que cela pourrait vraiment se régler avec le temps? Stéphane Dion pourra-t-il réussir en 24 ou en 28 mois ce qu'il n'a pas réussi à faire en 20 mois? Là aussi, les élections auront un avantage, soit de permettre à M. Dion de se révéler, soit de forcer les libéraux à prendre acte de leur problème de leadership.

# Le dogmatisme de Duceppe

## La société québécoise est beaucoup plus complexe que la pensée simpliste gauchisante du chef du Bloc québécois

JEAN-FRANÇOIS CARON  
*L'auteur est doctorant en science politique et chargé de cours à l'Université Laval et à l'Université du Québec à Chicoutimi.*

Alors que les machines électorales fédérales sont en état d'alerte à l'approche du déclenchement probable d'élections automnales anticipées, il est de bonne guerre de voir les chefs des grands partis s'accuser mutuellement de tous les maux imaginables. C'est dans cette perspective que le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, s'est lancé dans une enflure verbale hautement douteuse devant les membres de l'aile jeunesse de son parti le 24 août dernier dans la région de Québec. Il y a affirmé globalement que Stephen Harper était un dinosaure conservateur privilégiant un modèle social et économique qui constitue une menace contre les sacro-saintes valeurs québécoises. Pour reprendre ses mots, «cette idéologie de droite arriérée frappe avec jubilation sur ce que nous, Québécois, avons de plus précieux».

Que les accusations portées à l'endroit de Stephen Harper et des conservateurs soient fondées ou non, cela n'importe guère. La diabolisation à outrance de «l'Autre», quitte à sombrer dans la caricature, est monnaie courante en politique et il ne faut pas s'en surprendre. Ce qui rend les déclarations de Gilles Duceppe douteuses est le fait qu'il ait essentialisé l'identité québécoise autour de grands vecteurs idéologiques qui donnent la fausse impression que le Québec est une société unanime et exempte de débats démocratiques. Bref, que le «nous politique» québécois est résolument et unanimement de gauche. Par ce dogmatisme des valeurs, le chef du BQ a contribué à sa manière à définir une identité québécoise exclusive au même titre, mais à un niveau conceptuel différent, que le nationalisme ethnique canadien-français d'autrefois.

### L'objectif du chef du BQ consiste à créer une ligne de démarcation entre le Québec et le reste du Canada.

Ainsi, alors que l'identité québécoise d'antan était définie autour de vecteurs ethniques (était Québécois tout individu de souche canadienne-française d'héritage catholique et francophone), l'identité politique formulée par le chef du BQ relève davantage d'une adhésion claire et sans équivoque à de grands principes (est Québécois tout individu pacifiste, prônant le développement durable, qui se montre favorable aux



PHOTO IAN BUSSIÈRES, ARCHIVES LE SOLEIL  
Contrairement à ce que laisse entendre Gilles Duceppe, le Québec n'est pas une société unanime et exempte de débats démocratiques.

mariages des conjoints de même sexe, au contrôle des armes à feu, à la réhabilitation de jeunes délinquants au détriment d'une approche plus répressive, à la légalisation de la marijuana, etc.). En d'autres termes, à en croire Gilles Duceppe, un Québécois serait un animal politique humaniste animé par des principes ainsi que des valeurs progressistes et sociales-démocrates. Bref, qu'il serait une sorte de modèle moral pour le reste de l'humanité. (...)

#### Ligne de démarcation

Évidemment, l'objectif du chef du BQ consiste à créer une ligne de démarcation entre le Québec et le reste du Canada, mais inconsciemment, il tend à aliéner sur le plan idéologique et des valeurs politiques une très grande partie de la population québécoise qui ne partage pas les critères d'adhésion à la société québécoise édictés de façon unilatérale par le chef bloquiste. Or, la société québécoise est beaucoup plus complexe que la pensée simpliste gauchisante de Gilles

Duceppe ne le laisse croire. Le Québec, comme toutes les autres sociétés libérales, est traversé par des tensions politiques qui vont de l'extrême gauche à la droite et dont l'opposition démocratique de ces courants contribue à lui donner toute sa vigueur.

Cela marque une perversion de l'esprit fondateur du BQ et de Lucien Bouchard qui avait su faire de ce parti une coalition arc-en-ciel formée autant de gens de gauche que de droite. (...) Or, depuis les 10 dernières années, Gilles Duceppe a purgé son parti de ses représentants de la droite ou tout simplement de ses députés réfractaires à jouer le rôle de laquais serviles approuvant sans rien dire les idées du chef. Car il ne faut pas se tromper, Gilles Duceppe a su faire du BQ un parti à la solde de ses idées personnelles héritées de son passé notoire de marxiste-léniniste. Malheureusement, ce parti socialisant qui prétend parler au nom du Québec et de ses valeurs s'est graduellement aliéné d'une partie de plus en plus importante des Québécois. (...)

FORUM@LAPRESSE.CA

### Harper majoritaire, un cauchemar



Pour moi, les raisons pour lesquelles Stephen Harper veut déclencher des élections au plus vite sont d'une clarté limpide. Le vent a tourné aux États-Unis. Harper doit à tout prix être élu avant les élections américaines, parce qu'une fois Obama président, élire un Harper équivaldrait à choisir

un Bush au Canada. Avec Obama comme président, les Canadiens, même ceux de la droite, ne seront plus aussi à l'aise avec Harper. Le momentum Obama serait trop fort pour faire place à un gouvernement conservateur rigide comme celui dont rêve Harper. Peu de gens semblent conscients de ce que serait un gouvernement Harper majoritaire. Malheureusement, comme aux États-Unis, il faudra probablement que le Canada vive ce cauchemar avant de se réveiller.

René Jean  
Montréal

### Hors de leur «église» politique...

Sauf revirement improbable, nous serons donc en campagne électorale fédérale dans les jours qui viennent. Nous serons à nouveau soumis à une triste mascarade partisane pendant de longues semaines. Les candidats

de chaque formation tenteront de nous convaincre qu'en dehors de leur «église» politique, il n'y a point de salut. À ce jeu désolant, les grands perdants seront les politiciens eux-mêmes envers qui la confiance citoyenne est actuellement à son plus bas niveau. Les journalistes de toutes les formes de média auront cependant un rôle capital à jouer: tenter par tous les moyens dont ils sont capables d'exiger fermement de la part des chefs de parti et de tous leurs candidats une certaine élévation des propos et surtout l'explication fondamentale de leur programme et de leur vision de l'avenir pour ce pays.

Jacques Léger  
Montréal

### Publicité trompeuse

Certaines publicités diffusées par le Parti conservateur me laissent perplexe. Prenez celle-ci par exemple: «As-tu remarqué à quel point tout coûte plus cher? Mets-en, l'essence, l'huile à chauffage l'électricité, l'épicerie...» En disant cela, les conservateurs, qui sont au pouvoir depuis trois ans, admettent que, sous leur règne, tout a augmenté. Je me demande à qui sert cette stratégie publicitaire. À Harper ou à Dion? Si les conservateurs dépensent leur argent à s'abaisser ainsi, ils ne sont pas dignes de gouverner le Canada. Par ailleurs, c'est Stephen Harper lui-même qui tient absolument à aller en campagne électorale cet automne. Pourquoi? Des élections qui feront de lui le chef, pour la deuxième fois de suite, d'un gouvernement minoritaire et qui coûtera aux contribuables la bagatelle somme de 400 millions! Et les politiciens osent se demander pourquoi nous faisons preuve d'autant de cynisme à leur égard?

Jean Bottari  
Saint-Mathias-sur-Richelieu

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à [nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

RÉDACTION (514) 285-7070  
[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
[cyberpresse.ca/abonnement](http://cyberpresse.ca/abonnement)

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
[petitesannonces@lapresse.ca](mailto:petitesannonces@lapresse.ca)

DÉCÈS (514) 285-6816  
[deces@lapresse.ca](mailto:deces@lapresse.ca)

CARRIÈRES (514) 285-7320  
[carrieres@lapresse.ca](mailto:carrieres@lapresse.ca)

PUBLICITÉ (514) 285-6931